

« Grande » Conférence sociale ou... « Grande » Arnaque du dialogue social ?

Depuis quelques jours la presse révèle les grandes lignes de la politique gouvernementale pour le Service public.

De fait, on peut se poser la question : A quoi servira la table ronde dédiée au Service public ?

Gel des effectifs et redéploiement forcé vers 3 ministères dit prioritaires, sans aucune étude d'impact sur les missions de service public. Diminution drastique des crédits de fonctionnement et d'intervention de manière arbitraire !

Ainsi, demain, dans certains ministères, des missions ne pourront plus être assurées, faute de personnels et/ou de moyens. Chaque ministre devra se conformer à la lettre de cadrage budgétaire restrictive ! Le dialogue social ministériel, dans ces conditions, risque de tourner court...

Autre annonce toujours dans la presse : gel des rémunérations des fonctionnaires et diminution des mesures catégorielles.

De nouveau, les fonctionnaires vont être soumis à de nouvelles restructurations, subir les conséquences des réductions d'effectifs, et perdre un peu plus de pouvoir d'achat.

**En fait, on change... pour que rien ne change,
en passant de la RGPP... à la RGPP !**

Un changement dans la continuité... qui n'amuse aucun fonctionnaire !

En effet, alors même que la « grande » conférence sociale ne s'est pas encore tenue, alors même que nous n'avons pas débattu du Service public républicain, de son rôle, de ses missions et de l'attente de nos concitoyens, le gouvernement a déjà annoncé ses choix par voie de presse.

Une fois de plus, le dialogue social est contourné, voire dévoyé. Nous avons le sentiment de revivre un passé pas si lointain, où nous étions sans cesse mis devant le fait accompli. Certes, le gouvernement reçoit les organisations syndicales avec le sourire, mais cela ne suffit pas !

L'austérité, d'où qu'elle vienne, n'est pas acceptable. Il est temps de sortir de cette politique qui considère que le Service public et ses fonctionnaires sont les seules variables d'ajustement budgétaire.

Force Ouvrière, 1^{ère} organisation de la Fonction publique de l'Etat, ne supportera pas davantage que les fonctionnaires toujours qualifiés à tort de privilégiés continuent de subir le diktat de l'Union européenne et des marchés financiers.

François Hollande affirmait : « *Le changement c'est maintenant* ». Pour l'instant, les fonctionnaires entendent toujours le même discours : rigueur budgétaire, austérité, critères de convergence...jusqu'à quand ?

La FGF-FO attendra la « grande » conférence sociale de juillet et saura prendre ensuite ses responsabilités si les mesures annoncées sont confirmées.

PARIS, le 2 juillet 2012